

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 OCTOBRE 2006

L'an deux mille six, le vingt quatre octobre à dix huit heures, le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Noël SAPIA, Maire.

Etaient présents : M. Noël SAPIA – M. Philippe CISMONTI – M. André OCCHIROSSI – Mme Danielle BOURRIAN – M. Xavier BARGAS – M. Paul DI BENEDETTO – Mme Sabine FERRERO - M. Alain FABRI – M. Jean-Jacques VAGLIO – M. Louis BONASSO – M. Roger DUBOIS – Mme Pascale GROSSO – Mme Jeannine MADDALON – Mlle Marie Caroline GIUSTA

Absents / Excusés : Mlle Annie ABRIC - Mme Elise ALENDA - M. Stéphane SQUARCIAFICHI - Mme Pierrette GUIMAS

Absents : Mme Véronique MOSSO - Mme Christine MARIA - Mme Catherine CHALA - M. Sébastien LISBONA

Est élu secrétaire de séance : Mme Pascale GROSSO

Le Procès-verbal de la dernière séance est adopté.

En début de séance, Monsieur le Maire tient à rendre hommage à Monsieur CARDANI et à Madame SUREN, et demande au Conseil Municipal d'observer une minute de silence à leur mémoire.

Délibération n° 1 : Autorisation donnée à Monsieur le Maire pour que le SDEG effectue des travaux d'amélioration du réseau électrique au boulevard du midi

Monsieur le Maire laisse la parole à Monsieur BARGAS qui explique au Conseil Municipal la nécessité d'effectuer des travaux d'amélioration du réseau électrique au boulevard du Midi.

La dépense est estimée à 19 170,36 € à la charge de la Mairie.

Monsieur BARGAS propose de confier la réalisation des travaux au Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz qui sollicitera la subvention du FACE programme « environnement » et qui contractera l'emprunt destiné à compléter le financement.

Le Conseil Municipal, vu l'exposé de Monsieur BARGAS, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE**, donne son accord sur la réalisation des travaux d'amélioration du réseau électrique, conformément au plan remis, prend acte de la dépense évaluée à 19 170,36 € selon le devis établi le 15 septembre 2006, confie au S.D.E.G. la réalisation de ces travaux, charge le Syndicat de solliciter la subvention du FACE programme « environnement » et de contracter l'emprunt destiné à compléter le financement, s'engage à inscrire au budget de la Commune les sommes nécessaires au remboursement des annuités d'emprunt.

Délibération n°2 : Augmentation de la prestation d'action sociale pour le personnel communal pour la garde des jeunes enfants en centres de loisirs sans hébergement

Madame BOURRIAN rappelle que par délibération en date du 9 juillet 2004, le Conseil Municipal avait accordé au personnel communal le bénéfice de la prestation suivante afférente à la garde des jeunes enfants en centres de loisirs sans hébergement :

Journée complète : 4, 49 Euros
Demi journée : 2, 24 Euros

Le taux indiqué était égal à 30% de la base mensuelle de calcul des prestations familiales arrêtés au 1^{er} Janvier 2004 (circulaire FP/4 n°2067 du 2 février 2004).

En application du nouveau barème de prestations d'action sociale individuelles interministérielles, mis en place à partir du 1^{er} janvier 2006, Madame BOURRIAN propose au Conseil Municipal d'augmenter les tarifs, soit :

Journée complète : 4, 62 Euros
Demi journée : 2, 31 Euros

Le Conseil Municipal, vu l'exposé de Madame BOURRIAN, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE**, accepte sa proposition, précise que la prestation ne peut être valable que sur présentation de justificatifs, selon le barème en vigueur et que les agents ne peuvent percevoir un remboursement de frais supérieur à la dépense réellement engagée, précise également que la prestation susvisée sera versée au personnel titulaire, stagiaire, auxiliaire ou contractuel et suivra les mêmes revalorisations que la prestation d'action sociale de l'Etat.

Délibération n°3 : Autorisation donnée à Monsieur le Maire pour solliciter une subvention pour l'acquisition d'un véhicule pour la Police Municipale auprès du Conseil Général

De par l'accroissement de personnel dans le service de la Police Municipale et les patrouilles nocturnes mises en place depuis peu, Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que l'achat d'un véhicule s'avère être indispensable pour le bon fonctionnement de la Police Municipale.

Le montant de l'achat du véhicule s'élève à 11 276 € Hors Taxe.

Monsieur le Maire indique qu'il serait souhaitable de solliciter une aide financière de la part du Conseil Général.

Le Conseil Municipal, vu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE**, autorise Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès du Conseil Général pour l'acquisition d'un véhicule pour la Police Municipale.

Délibération n°4 : Autorisation donnée à Monsieur le Maire pour solliciter une subvention pour la réalisation d'une clôture de protection dans la cour du Groupe Scolaire André GIANTON auprès du Conseil Général et du Conseil Régional

Pour la sécurité des enfants qui sont scolarisés au groupe scolaire André GIANTON, Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal qu'il va falloir installer une clôture de protection dans la cour.

Monsieur le Maire indique qu'il serait souhaitable de solliciter une aide financière de la part du Conseil Général et du Conseil Régional car l'installation de cette clôture est coûteuse.

Le Conseil Municipal, vu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE**, autorise Monsieur le Maire à solliciter une subvention auprès du Conseil Général et du Conseil Régional pour la réalisation d'une clôture de protection dans la cour du Groupe Scolaire André GIANTON.

Délibération n°5 : Changement de période d'encaissement des taxes de séjour

Monsieur le Maire fait remarquer au Conseil Municipal que certains hôtels et meublés ou chambres d'hôtes de la commune restent ouverts à l'année.

De ce fait, il serait souhaitable d'étendre la période d'encaissement de la taxe de séjour, qui est actuellement perçue du 1^{er} Avril au 31 Octobre, à l'année complète, à partir du 1^{er} novembre 2006.

Monsieur le Maire ajoute que la délibération, votée à l'unanimité par le Conseil Municipal en date du 19 février 2002, fixait les tarifs des taxes de séjour, lesquels restent inchangés.

Le Conseil Municipal, vu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, **A L'UNANIMITE**, décide d'étendre la période d'encaissement des taxes de séjours à l'année.

Date :

Signature (précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

Le Secrétaire de Séance : Pascale GROSSO